BILAN 2017

des journalistes tués, détenus, otages et disparus dans le monde

REPORTERS SANS FRONTIERES
POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Bilan du 1er janvier au 1er décembre 2017

1 LE BILAN EN BREF p.3

2 NOTE MÉTHODOLOGIQUE p.4

3 LES JOURNALISTES TUÉS p.5
- En chiffres p.5
- Les pays les plus dangereux au monde p.8
- Les grands reporters tués à l'étranger p.10
- Deux fois plus de femmes tuées en 2017 p.12

4 LES JOURNALISTES DÉTENUS p.13
- En chiffres p.13
- Les cinq plus grandes prisons du monde p.14
- Détenus pour l'exemple p.16

5 LES JOURNALISTES OTAGES p.17
- En chiffres p.17
- Black out médiatique p.20
- La Syrie, l'usine à otages étrangers p.21

6 LES JOURNALISTES DISPARUS p.22

7 LES ACTIONS DE RSF p. 23
- Forbidden Stories, une arme de défense contre la censure
- De la nécessité de renforcer les mécanismes de protection internationaux

A propos de RSF

Reporters sans frontières est une organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté et de l'indépendance du journalisme, partout dans le monde. Basée à Paris, l'organisation dispose de six bureaux à l'étranger (Washington, Rio de Janeiro, Tapeï, Tunis, Londres, Bruxelles) et de six sections européennes (Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, Suède, Suisse) et repose sur un réseau de plus de 130 correspondants à travers le monde. Elle est dotée d'un statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations unies, de l'Unesco, du Conseil de l'Europe et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

1 LE BILAN **EN BREF**

2 NOTE **MÉTHODOLOGIQUE**

Le décompte total du bilan 2017 établi par Reporters sans frontières (RSF) intègre les journalistes professionnels, les collaborateurs de médias et les journalistes-citoyens. Ces derniers jouent un rôle croissant dans la production de l'information, notamment sous des régimes répressifs ou dans des pays en guerre, où il est plus difficile pour des journalistes professionnels d'exercer leur métier. Dans le détail, le bilan distingue autant que possible ces acteurs de l'information des journalistes professionnels, afin de permettre des comparaisons d'une année sur l'autre.

Établi chaque année depuis 1995 par RSF, le bilan annuel des exactions commises contre les journalistes se fonde sur des données précises. RSF procède à une minutieuse collecte d'informations permettant d'affirmer avec certitude, ou du moins une très forte présomption, que la détention, l'enlèvement, la disparition ou la mort d'un journaliste est une conséquence directe de l'exercice de sa profession. Pour cette dernière catégorie, RSF fait la distinction, autant que possible, entre les journalistes ciblés délibérément ou ceux tués en reportage. Les cas sur lesquels l'organisation n'a pas encore pu réunir les éléments nécessaires pour statuer avec rigueur sur le lien entre l'activité journalistique et l'exaction demeurent en investigation et n'apparaissent donc pas dans ce bilan.

3 LES JOURNALISTES **TUÉS**

En chiffres

65 JOURNALISTES TUÉS POUR AVOIR EXERCÉ LEUR MISSION D'INFORMATION

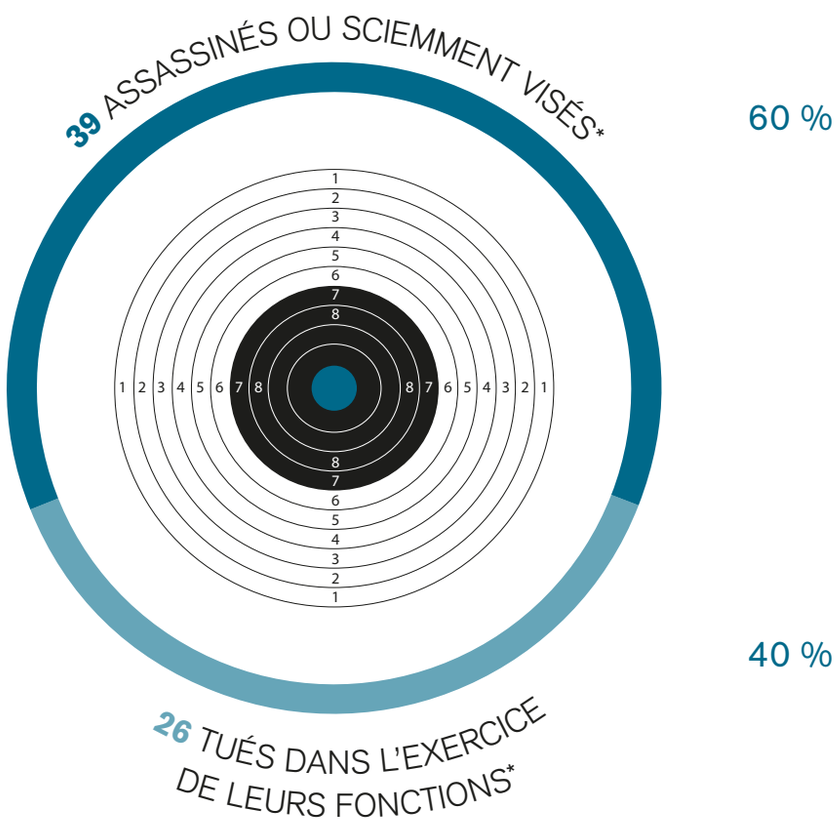
-18 %* ↘

dont

50 journalistes professionnels

7 journalistes-citoyens

8 collaborateurs des médias

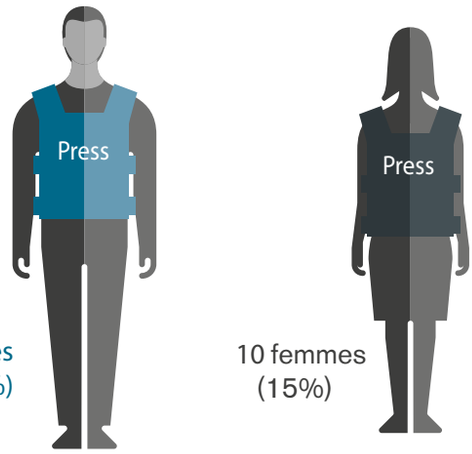


ASSASSINÉS OU SCIEMMENT VISÉS :
journalistes tués délibérément en raison de leur profession

TUÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS :
journalistes tués sur le terrain sans avoir été visés en tant que tels

* par rapport aux chiffres de 2016

3 LES JOURNALISTES **TUÉS**



55 hommes
(85%)

10 femmes
(15%)

58
journalistes
locaux
(89%)

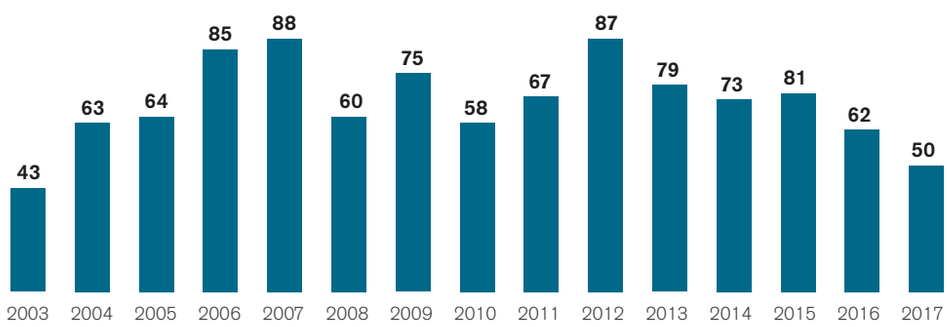
7
journalistes
étrangers
(11%)

35
en zone
de combat
(54%)

30
en zone
de paix
(46%)

4% de freelance
1 fixeur

1035 journalistes professionnels tués en 15 ans.



3

LES JOURNALISTES **TUÉS**

2017, année la moins meurtrière depuis 14 ans pour la profession

En 2017, **65 journalistes** (incluant les journalistes professionnels, les non-professionnels ainsi que les collaborateurs de médias) ont été tués dans le monde. **Vingt-six** d'entre eux ont perdu la vie **dans l'exercice de leurs fonctions**, victimes collatérales d'un contexte meurtrier (bombardement, attentat…). **Trente-neuf autres ont été assassinés,** sciemment visés, au motif que leurs enquêtes dérangeaient les intérêts de telles ou telles autorités politiques, économiques ou groupes mafieux. Comme l'an dernier, la part des journalistes ciblés est la plus importante (60%). L'objectif commun de leur détracteur : les réduire au silence.

Le bilan RSF de 2017 met néanmoins en avant une baisse relative (-18%) du nombre de journalistes tués par rapport à l'an dernier (79). Dans la catégorie journalistes professionnels (50 cette année), Reporters sans frontières observe que **2017 est l'année la moins meurtrière depuis 14 ans pour les journalistes professionnels** (Cf graphique)**.**

Pourquoi cette tendance ?

Cette tendance à la baisse s'explique partiellement par la prise de conscience croissante de la nécessité de mieux protéger les journalistes et la multiplication des campagnes menées en ce sens par les organisations internationales et les médias eux-mêmes. Les formations à la sécurité physique, plus nombreuses, ont également contribué à mieux former les journalistes envoyés sur des terrains hostiles. Le statut de "freelance" a aussi fait l'objet de réflexion et les initiatives qui ont vu le jour ont permis à ces derniers de bénéficier des mêmes conditions de protection que leurs collègues salariés permanents. C'est dans ce but qu'a été créée l'alliance ACOS en 2015, coalition de plus de 90 sociétés de presse, d'organisations de journalistes et de pigistes, - dont RSF, AP, AFP, Reuters… - pour développer et adopter des normes de protection pour les indépendants dans le monde entier.

L'intense plaidoyer mené par des organisations de défense et de protection des journalistes comme Reporters sans frontières auprès des Etats et des institutions internationales porte par ailleurs ses fruits. Auprès de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations unies, du Conseil des droits de l'homme et du Conseil de l'Europe, RSF a poussé plusieurs recommandations sur la sécurité des journalistes, reprises dans différentes résolutions. La dernière en date a été adoptée à l'Assemblée générale des Nations unies le 20 novembre dernier. Au centre de cette résolution, la question des femmes journalistes, et les préoccupations relatives aux agressions particulières qu'elles subissent dans l'exercice de leur métier, dont la discrimination, les violences sexistes et le harcèlement, en ligne comme hors ligne.

La tendance à la baisse s'explique aussi par le fait que **des pays, devenus trop dangereux, se vident de leurs journalistes.** C'est le cas de la Syrie, de l'Irak, du Yémen, de la Libye où l'on assiste à une hémorragie de la profession. Certains journalistes font même le choix d'abandonner leur métier, au profit d'un autre, moins risqué. L'impossibilité de couvrir autrement qu'au péril de sa vie n'est pas l'apanage des seuls pays en guerre. Au Mexique, où les cartels et des politiques locaux font régner la terreur, nombre de journalistes font aussi le choix de quitter leur pays ou leur profession.

Les pays les plus meurtriers au monde

Les pays les plus meurtriers

Syrie/Mexique, pays les plus meurtriers au monde pour les reporters

Si en 2017, la Syrie reste, comme depuis six ans, le pays le plus meurtrier au monde avec 12 journalistes tués, le Mexique suit de près avec 11 tués, tous sciemment visés. Comme l'an dernier, **le Mexique est le pays en paix le plus dangereux au monde pour les reporters.**
Au pays des cartels de la drogue, les journalistes qui traitent de la corruption de la classe politique ou du crime organisé sont quasi-systématiquement visés, menacés, voire exécutés de sang-froid. Le 15 mai dernier, l'assassinat de **Javier Valdez Cárdenas** à Culiacán (Etat du Sinaloa) a provoqué une vague d'indignation dans le pays. Ce journaliste chevronné de 50 ans, collaborateur de l'AFP et de médias locaux - *La Jornada* et *Riodoce* - était un grand spécialiste du narcotrafic. Dans son dernier livre, intitulé "*Narcojournalisme, la presse entre le crime et la dénonciation*", il y dénonçait le calvaire des journalistes

mexicains qui, tentent, malgré les risques, de couvrir les agissements de ces groupes ultra-violents. Comme Javier, 10 autres journalistes mexicains ont payé de leur vie leur travail d'information cette année. Ces crimes restent la plupart du temps impunis au Mexique. Une impunité qui s'explique par la corruption généralisée qui règne dans le pays, notamment au niveau local, où les élus sont parfois directement liés aux cartels.

Déchirée par un conflit sanglant sans fin, **la Syrie, reste le pays le plus meurtrier pour les journalistes depuis 2012.** Sur le terrain, le danger est partout et les reporters, qu'ils soient professionnels ou non, sont en permanence exposés aux tirs de snipers, aux missiles ou à l'explosion d'un engin artisanal ou d'un kamikaze. Les journalistes locaux sont les plus exposés, d'autant que la présence des reporters étrangers a fortement diminué ces dernières années. Ces derniers ont toutefois commencé à affluer de nouveau dans le nord du pays notamment, vers le Rojava, pour couvrir la bataille de Raqqa ou encore celle de Deir Ezzor menée par les forces arabo-kurdes contre le groupe Etat islamique.

Afghanistan, Irak, les autres pays prédateurs

Même constat pour l'**Afghanistan où neuf journalistes locaux ont été tués cette année.** Parmi eux, deux journalistes professionnels et sept collaborateurs des médias ont perdu la vie dans trois attaques distinctes, l'une contre le siège de la radiotélévision nationale à Jalalabad en mai, les deux autres à Kaboul en mai et novembre.

En Irak, huit journalistes ont été tués cette année. Là aussi, ce sont les journalistes locaux qui payent le plus lourd tribut. La chaîne pro-gouvernementale Hona Salaheddine a ainsi perdu deux journalistes tués par des combattants de l'Etat islamique. La mort en juin 2017 du Kurde irakien Bakhtyiar Haddad, aux côtés de ses collègues français et suisse Stephan Villeneuve et Véronique Robert, a également mis en lumière, dans ce contexte dramatique, la profession de fixeur, un métier de l'ombre si difficile et si peu reconnu.

Les Philippines, pays d'Asie le plus meurtrier

A peine élu à la présidence des Philippines en mai 2016, Rodrigo Duterte avait délivré ce message sibyllin à la presse de son pays : *"Ce n'est pas parce que vous êtes journalistes que vous serez préservés des assassinats si vous êtes un fils de pute. La liberté d'expression ne pourra rien pour vous, mes chers."* Force est de constater que l'année 2017 confirme cette funeste mise en garde. Avec au moins cinq journalistes visés par balles, dont quatre ont succombé à leurs blessures, l'archipel renoue avec la tendance lourde qui existe depuis au moins une décennie, exception faite de 2016, année historique pour la sécurité des journalistes aux Philippines avec zéro assassinat.

Sept reporters tués à l'étranger

En 2017, 58 journalistes (89%) ont été tués dans leur pays d'origine.

En 2017, la guerre en Irak aura coûté la vie à trois journalistes étrangers dont les Français et Suisse Stephan Villeneuve et Véronique Robert. Reporters aguerris, habitués aux terrains de guerre, ils préparaient un reportage pour *Envoyé spécial* et suivaient une unité des forces spéciales antiterroristes irakiennes quand, le 19 juin 2017, un engin explosif artisanal a explosé sur leur passage. Les deux journalistes succomberont à leurs blessures.

Quelques mois avant eux, en mars, **la journaliste turque Tuba Akyılmaz,** connue professionnellement sous le nom de Nuzhian Arhan, décédait sur le coup dans la ville de Sinjar, dans le nord de l'Irak, où elle couvrait des affrontements impliquant des forces kurdes. La correspondante du site d'information féministe Sujin et du média kurde RojNews a été mortellement touchée à la tête par un tir de sniper.

Le journaliste-citoyen britannique Mehmet Aksoy, a lui été tué de l'autre côté de la frontière. Parti **en Syrie** pour réaliser un reportage sur les combats menés par les forces kurdes syriennes, le rédacteur en chef du site "The Kurdish Question" est mort en octobre dernier, à Raqqa, dans une attaque de l'Etat islamique visant un checkpoint militaire.

Stephan Villeneuve
© Nicolas Jaillard / AFP

Véronique Robert
© Karim Sahib / AFP

Tuba Akyılmaz
DR. RSF

Mehmet Aksoy
© Ozan Kose / AFP

LES JOURNALISTES **TUÉS**

D'autres conflits, moins médiatisés, s'avèrent tout aussi meurtriers. Le **journaliste américain Christopher Allen a été tué au Soudan du Sud** d'une balle dans la tête, en août dernier, lors d'affrontements entre l'armée du Soudan du Sud et un groupe des rebelles du SPLA-IO avec lesquels il était «embedded » (embarqué) à l'extrême sud du pays. Au moment de sa mort, alors qu'il portait un gilet clairement identifié « presse » le ministre de l'Information du pays avait déclaré que le journaliste, qui collaborait avec *Al-Jazeera*, *The Independent*, *Vice News* ou encore *The Telegraph,* était mort *"aux côtés de ses collègues rebelles"* et qu'il *"ne se sentait pas responsable de la mort"* du jeune Américain.

Edwin Rivera Paz croyait de son côté s'être mis à l'abri en quittant son pays. Ce **journaliste hondurien** avait fui son pays par peur de représailles, après l'assassinat de son collègue Igor Padilla**. Réfugié au Mexique dans l'Etat du Veracruz, il a été froidement abattu par des hommes armés, en plein jour,** le 9 juillet 2017. Aucune information sur l'avancée de l'enquête n'a été rendue publique tant côté mexicain que hondurien.

Journaliste suédoise de terrain reconnue, - elle travaillait entre autres pour le *New York Times, The Guardian* - **Kim Wall** a parcouru la planète pour ses reportages, mais c'est au **Danemark,** à quelques kilomètres de sa ville natale, qu'elle a trouvé la mort. La journaliste indépendante avait embarqué le 10 août, près de Copenhague, avec Peter Madsen, créateur danois d'un submersible pour réaliser un portrait. Sa trace se perd, avant que des parties de son corps sectionné soient découvertes en mer, dans les jours et semaines qui suivront. Désormais écroué, Peter Madsen est poursuivi pour meurtre.

Christopher Allen
© Dr. nbcnews.com

Edwin Rivera Paz
DR. Facebook

Kim Wall
DR. tunis-actu.com

Deux fois plus de femmes journalistes tuées en 2017

Dix femmes ont été tuées cette année, contre cinq l'an dernier. La plupart d'entre elles avaient en commun d'être des journalistes d'investigation chevronnées et pugnaces, à la plume acérée. Malgré les menaces, elles continuaient à enquêter et à révéler des cas de corruption et autres affaires impliquant des autorités politiques ou des groupes mafieux. Elles auront payé de leur vie leurs enquêtes.

Daphne Caruana Galizia
© Matthew Mirabelli / AFP.

Le 16 octobre, **à Malte,** l'assassinat à la voiture piégée de la journaliste **Daphne Caruana Galizia**, à Bidnija, a provoqué une onde de choc dans tout le pays et à l'international. A travers son blog, *Running Commentary*, créé en 2008, dont l'audience pouvait atteindre 400 000 pages vues par jour, Daphne Caruana Galizia dénonçait la corruption, les trafics illicites, les pots-de-vins et les comptes bancaires offshore à Malte, plus petit pays de l'Union européenne. Elle avait notamment publié de nombreux articles sur l'implication de proches du Premier ministre Joseph Muscat dans les Panama Papers. De nombreux responsables européens ont appelé à une enquête internationale indépendante sur le meurtre.

Selon les chiffres de RSF : l'assassinat de Daphne Caruana Galizia est le quatrième cas dans l'Union européenne sur les 10 dernières années après le massacre des sept journalistes de Charlie Hebdo le 7 janvier 2015 à Paris, l'assassinat du journaliste grec Socratis Guiolias, directeur d'une radio privée et contributeur d'un site web, abattu à l'arme automatique devant son domicile en 2010 et celui du Croate Ivo Pukanic, éditorialiste dans l'un des principaux hebdomadaires du pays, Nacional, tué dans l'explosion de sa voiture devant les bureaux de son journal.

Gauri Lankesh
© Manjunath Kiran / AFP

Gauri Lankesh a été abattue de sept balles le soir du 5 septembre, alors qu'elle ouvrait la porte de sa résidence de Bangalore, dans le sud de l'**Inde**. Cette journaliste de 55 ans était rédactrice en chef de l'hebdomadaire *Lankesh Patrike*. Connue pour ses prises de position en faveur des droits des femmes, reconnue pour son courage et son opiniâtreté, elle était une voix critique de la persistance du système des castes et, surtout, du nationalisme hindou. Elle avait pour cela reçu plusieurs menaces de mort, notamment sur Internet, où les supporteurs du BJP, le parti du Premier ministre Narendra Modi, se sont déchaînés contre elle. Dans son dernier éditorial, elle expliquait comment la dissémination de fake news avait participé à la victoire des nationalistes hindous en 2014. L'enquête progresse très lentement. Depuis son décès, plusieurs journalistes indiens, jugés trop critiques du pouvoir, ont reçu des menaces de mort en référence à son assassinat.

Miroslava Breach Velducea
© Alfredo Estrella / AFP

Miroslava Breach Velducea a été tuée le 23 mars 2017 à Chihuahua, capitale de l'Etat du même nom, l'un des plus violents du **Mexique.** Elle travaillait pour les journaux *La Jornada* et *El Norte de Juarez*, et traitait de sujets liés au crime organisé et à la corruption des autorités locales du Chihuahua. Quelques jours avant d'être retrouvée criblée de balles dans sa voiture, elle avait publié un article sur un conflit armé entre deux leaders d'un groupe criminel lié au cartel de Juarez. Huit mois après les faits, l'enquête piétine. Les autorités du Chihuahua, bien qu'ayant annoncé en avril avoir identifié les auteurs de l'assassinat, n'ont depuis communiqué aucune information significative sur l'avancée de l'enquête. Les proches de Miroslava éprouvent toutes les peines du monde à accéder au dossier.

4 LES JOURNALISTES **DÉTENUS**

En chiffres

326 JOURNALISTES DÉTENUS -6% ↘

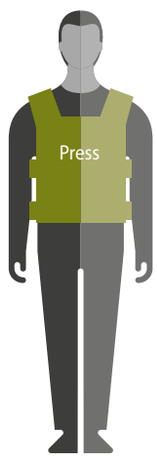
dont

202 journalistes professionnels

107 journalistes-citoyens

17 collaborateurs des médias =

310 hommes (95%)



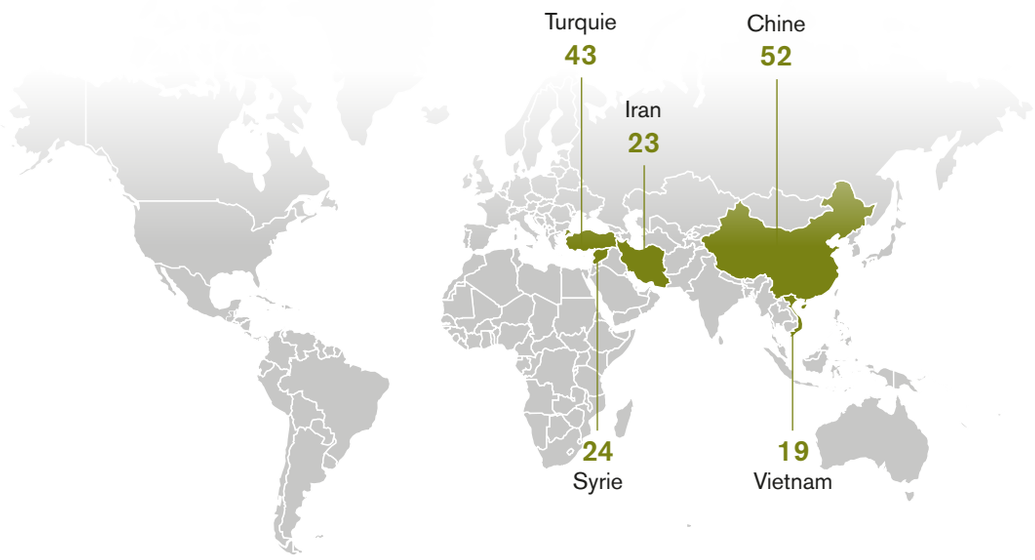
16 femmes (5%)

Au 1er décembre 2017, 326 journalistes sont en détention dans le monde pour avoir exercé leur mission d'information. C'est moins qu'en 2016 où l'on comptabilisait 348 journalistes derrière les barreaux (187 journalistes professionnels, 146 journalistes-citoyens et 15 collaborateurs des médias emprisonnés). C'est principalement le nombre de journalistes-citoyens qui est revu à la baisse, et plus particulièrement en Chine où le manque de transparence des autorités sur le sort des journalistes ne permet pas toujours d'établir aisément des statistiques.

Si la tendance générale est à la baisse, certains pays se démarquent au contraire par un nombre inhabituel de journalistes prisonniers cette année. C'est le cas du Maroc où un journaliste professionnel, Hamid El Mahdaoui, quatre journalistes-citoyens et trois collaborateurs de médias sont actuellement détenus pour leur couverture de la révolte populaire qui agite la région du Rif depuis fin 2016, sujet jugé extrêmement sensible par le pouvoir. Il y a un an à la même date, aucun journaliste ne se trouvait dans les geôles marocaines. En Russie, la pression s'intensifie contre les médias indépendants et les journalistes d'investigation qui enquêtent, à Moscou ou en région, sur des sujets tels que la corruption. Cinq journalistes et un blogueur sont actuellement derrière les barreaux.

4 LES JOURNALISTES **DÉTENUS**

Les cinq plus grandes prisons du monde



Près de la moitié des journalistes détenus à travers le monde le sont dans seulement cinq pays différents.

CHINE, UNE MORT LENTE DERRIÈRE LES BARREAUX

La Chine reste la plus grande prison de journalistes au monde (toutes catégories confondues) et perfectionne même son arsenal de mesures pour réprimer journalistes et blogueurs. Le régime de Pékin n'applique plus la peine de mort à l'encontre de ses opposants, mais laisse sciemment leur santé se détériorer en prison jusqu'à ce qu'ils meurent.

Cette année, le prix Nobel de la Paix et prix RSF Liu Xiaobo et le blogueur Yang Tongyan, deux prisonniers condamnés à de longues peines, ont ainsi été découverts atteints d'un cancer en phase terminale, et sont morts peu de temps après leur transfert à l'hôpital. La communauté internationale craint désormais pour la vie du fondateur du site d'information 64 Tianwang, Huang Qi, prix RSF 2004, détenu dans le centre pénitentiaire de Mianyang où il est victime de de violences, de refus de soins et de pressions pour le forcer à plaider coupable.

4 LES JOURNALISTES **DÉTENUS**

TURQUIE, LA DÉTENTION PROVISOIRE COMME ARME PUNITIVE

En proie à une purge sans précédent depuis la tentative de putsch de juillet 2016, **la Turquie reste la plus grande prison du monde pour les journalistes professionnels (42 + 1 collaborateur).** Sous l'état d'urgence, le droit à un procès juste et équitable n'existe plus et l'arbitraire touche tout le monde. Des propos critiques du pouvoir, une collaboration avec un média "suspect", un contact avec une source sensible ou l'usage d'une messagerie cryptée suffisent généralement à faire jeter des journalistes en prison pour "terrorisme". La grande majorité d'entre eux n'a même pas été condamnée : la détention provisoire, censée être une mesure exceptionnelle, tend à devenir permanente et systématique en Turquie. Certains journalistes attendent ainsi derrière les barreaux, depuis un an et demi, un verdict qui ne vient pas. C'est le cas par exemple de Şahin Alpay du quotidien *Zaman*, de la journaliste Nazlı Ilıcak, qui travaillait pour le journal *Bugün* et du reporter de *DIHA,* Nedim Türfent. Même si cela reste exceptionnel, ce régime arbitraire s'applique désormais aux étrangers. Le jeune **journaliste français Loup Bureau est resté 51 jours en détention,** avant lui **le photographe Mathias Depardon** avait été détenu un mois dans un centre de rétention avant d'être expulsé du pays.

Le bilan de RSF repose sur une méthodologie rigoureuse qui vise à établir au cas par cas le lien entre la détention et l'exercice du journalisme. Parmi la centaine de journalistes détenus en Turquie, RSF est actuellement en mesure d'affirmer qu'au moins 43 le sont pour des raisons professionnelles. De nombreux autres cas sont actuellement en cours d'investigation.

VIETNAM, UNE ARRIVÉE DANS LE PELOTON DE TÊTE

Triste performance : Avec 19 journalistes en prison, le Vietnam est devenu en 2017 l'une des cinq plus importantes prisons au monde pour journalistes et passe ainsi devant l'Egypte, qui maintient encore 15 journalistes derrière les barreaux (contre 27 l'année précédente). Censure, détention arbitraire, violences couvertes par l'Etat… Hanoï s'est engagé ces derniers mois dans une vague de répression sans précédent de toute liberté d'informer. Au moins 25 blogueurs ont été arrêtés ou expulsés de leur pays. Dix-neuf sont encore détenus à ce jour. Autant de raisons pour RSF de poursuivre la campagne #StopTheCrackdownVN.

Détenus pour l'exemple

Les journalistes ne sont pas seulement interpellés et poursuivis pour leurs écrits, nombre d'entre eux peuvent aussi croupir dans les prisons des régimes autoritaires pour servir d'exemple afin de terroriser et mieux réduire au silence leurs collègues ou pour servir de levier de pression dans des conflits qui ne les concernent pas directement.

Mahmoud Hussein Gomaa
DR. english.ahram.org

C'est le cas notamment du journaliste égyptien **Mahmoud Hussein Gomaa.** Son histoire est celle d'un homme qui est maintenu en détention provisoire, sans aucun chef d'accusation solide, depuis près d'un an. Son tort : être revenu dans son pays pour les fêtes de fin d'année alors qu'il exerce sa profession de journaliste à Doha pour la chaîne qatarie *Al-Jazeera*, bête noire du gouvernement égyptien. Mahmoud Hussein**,** visiblement victime de la guerre que son pays livre à son média-employeur, se retrouve aujourd'hui accusé «d'incitation à la haine et de publication de fausses informations».

Deniz Yücel,
DR. wikipedia.org

En Turquie, **Deniz Yücel,** le correspondant de *Die Welt*, emprisonné depuis février 2017, est aussi victime d'un conflit qui le dépasse. Né en Allemagne de parents turcs, le reporter binational de 44 ans a été mis en examen pour «propagande terroriste» et «incitation à la haine», mais n'a toujours pas reçu d'acte d'accusation en bonne et due forme. Le président Erdoğan, qui le qualifie d'espion et de criminel à longueur de discours, semble avoir fait du journaliste un otage dans ses relations de plus en plus tumultueuses avec l'Allemagne.

Nguyen Ngoc Nhu Quynh
DR. lapresse.ca

Au Vietnam, le nom de **"Me Nam"** (Mère champignon) figure sur la longue liste des blogueurs arrêtés depuis que l'aile dure du Parti communiste a pris le pouvoir sur les réformateurs à l'issue du congrès de 2016 et cherche à reprendre le contrôle total de l'information. Pour avoir été l'une des principales figures de la liberté d'expression du pays et avoir notamment osé aborder la question des violences policières sur les réseaux sociaux, la blogueuse **Nguyen Ngoc Nhu Quynh** (de son vrai nom) a été condamnée fin juin à dix années de prison pour "propagande anti-étatique" à l'issue d'une seule journée de procès à huis clos.

Ahmed Abba
DR. actucameroun.com

Au Cameroun, le correspondant de *RFI,* **Ahmed Abba,** est une autre victime collatérale d'enjeux nationaux. Le simple fait d'évoquer les crises traversées par le Cameroun -insurrection de Boko Haram au nord, manifestations dans les régions anglophones au Sud- peut être sanctionné sous des prétextes les plus divers. L'emprisonnement prolongé du journaliste illustre l'entêtement des autorités à vouloir contrôler le discours public et éviter toute remise en question de l'autorité de l'Etat. Malgré la mobilisation de RSF et de plusieurs sociétés de journalistes et d'organisations internationales qui réclament sa libération, Ahmed Abba a été condamné en avril 2017 à 10 ans de réclusion pour "blanchiment du produit d'un acte terroriste". Le verdict de son procès en appel doit avoir lieu ce jeudi 21 décembre.

5 LES JOURNALISTES **OTAGES**

En chiffres

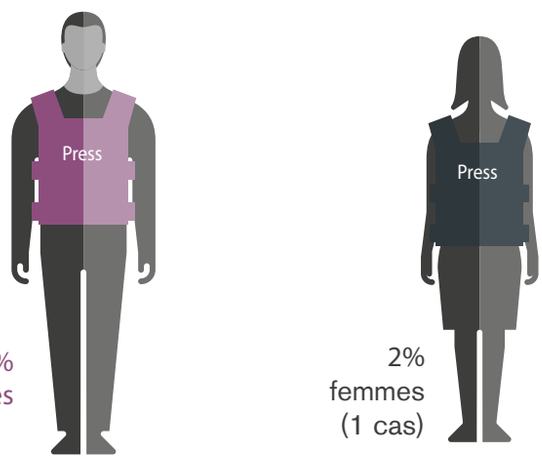
54 JOURNALISTES OTAGES À CE JOUR +4 % ↗

dont

44 journalistes professionnels

7 journalistes-citoyens

3 collaborateurs de médias



98% hommes

2% femmes (1 cas)

85 % de journalistes locaux

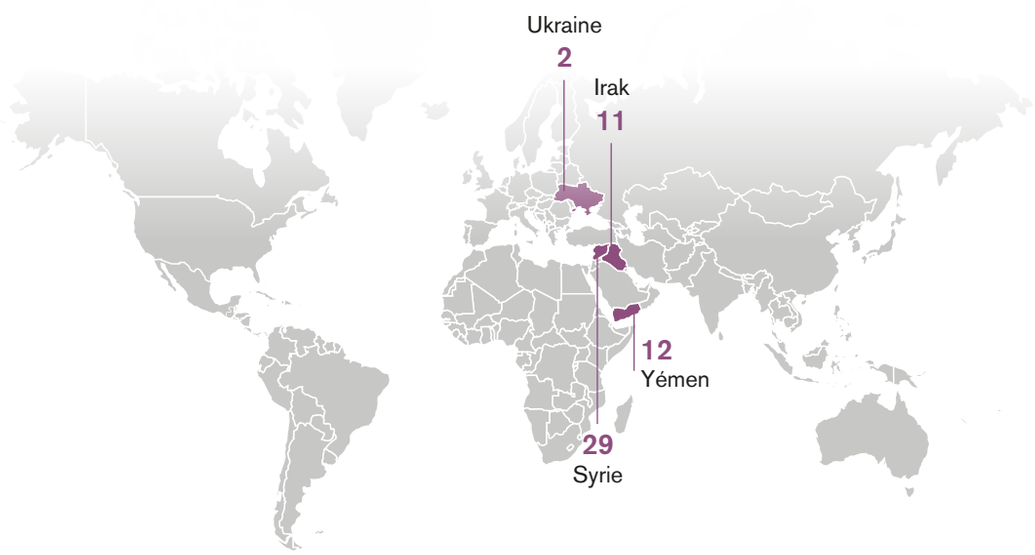
15 % de journalistes étrangers

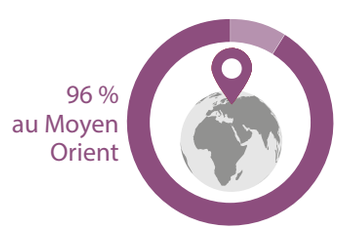
Journaliste otage : RSF considère qu'un journaliste est otage à partir du moment où il se trouve entre les mains d'un acteur non étatique qui menace de le tuer, de le blesser ou de continuer de le détenir afin de faire pression sur une tierce partie (un Etat, une organisation ou un groupe de personnes) dans le but de la contraindre à accomplir un acte particulier. La prise d'otage peut avoir un mobile politique ou/et économique, lorsqu'elle implique le versement d'une rançon.

5 LES JOURNALISTES **OTAGES**

Cinquante-quatre journalistes sont, à ce jour, **otages dans le monde,** contre 52 l'an dernier à la même date, soit une hausse de 4%. Si le nombre d'otages étrangers a légèrement augmenté cette année (+14%), plus des trois quarts des otages restent des journalistes locaux, qui travaillent souvent à leur compte dans des conditions précaires et extrêmement risquées. En 2017, les journalistes-citoyens payent également un plus lourd tribut : **sept d'entre eux sont actuellement aux mains de groupes armés,** contre quatre l'année dernière. Un chiffre qui confirme l'implication croissante des journalistes-citoyens dans la production de l'information notamment dans des zones de conflits devenues inaccessibles pour les journalistes professionnels.

Une concentration dans quatre pays



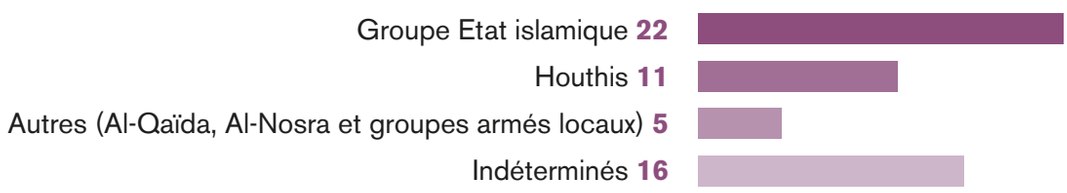


5 LES JOURNALISTES **OTAGES**

Les zones de fracture au Proche-Orient restent les régions les plus dangereuses pour les journalistes. Le **Yémen** s'enlise dans un conflit où l'une des forces belligérantes, les Houthis, ne tolère aucune critique et continue de détenir **11 journalistes et collaborateurs de médias,** contre 16 l'année précédente. Un douzième journaliste est otage d'Al-Qaïda dans le pays. Parallèlement, **en Syrie et en Irak, 40 journalistes demeurent aux mains de Daesh ou de groupes islamistes radicaux** de type Al-Nosra.

Hormis le Proche-Orient, les otages se comptent aussi en **Ukraine** où les forces séparatistes traitent comme des «espions» les derniers journalistes critiques. **Deux journalistes sont actuellement retenus dans les «républiques» autoproclamées du Donbass.** On est cependant loin du pic qui avait été atteint au début du conflit en 2014, année au cours de laquelle plus de 30 journalistes avaient été enlevés. La quasi-disparition des journalistes critiques et étrangers, le gel de la ligne de front et la moindre intensité des combats ont contribué à limiter la pratique de l'enlèvement dans la région.

Les principaux preneurs d'otages



Pour les groupes armés, les enlèvements restent un business juteux et pratique à bien des égards : ils permettent de faire régner la terreur et d'obtenir une allégeance totale des observateurs potentiels tout en finançant leur guerre grâce aux rançons. Pour autant, la hausse constatée du nombre d'otages en Syrie et en Irak est principalement due cette année à la prise en compte d'anciens cas non encore comptabilisés, soit parce qu'ils étaient en cours de vérification, soit pour respecter la demande des proches de ne pas les rendre publics.

Si la situation reste globalement stable, les revers militaires subis par le groupe Etat islamique durant l'année 2017 et la perte de leurs principaux fiefs de part et d'autre de la frontière irako-syrienne ne se sont pas encore traduits par une amélioration des conditions de sécurité pour les journalistes. C'est ainsi que le **photoreporter sud-africain Shiraaz Mohamed s'est fait enlever en début d'année** (Cf ci-dessous *La Syrie, l'usine à otage étranger*) **.**

Notre organisation reste par ailleurs sans nouvelle des journalistes qui étaient détenus dans les villes de Mossoul et Raqqa, reprises récemment par les forces irakiennes et

une coalition arabo-kurde soutenue par les Américains. La création, au printemps 2017, de “zones de désescalade” destinées à mettre fin aux violence dans plusieurs régions syriennes, n’a pas non plus été accompagnée d’amélioration visible pour les otages. Les familles de la militante et journaliste-citoyenne **Samar Saleh** et de son fiancé **Mohamed al-Omar,** journaliste freelance pour la chaîne syrienne d’opposition *Orient TV*, n’ont toujours aucune nouvelle d’eux. Le couple avait été enlevé le 9 août 2013, en pleine rue, alors qu’ils étaient en train de filmer la reconstruction de la ville d’Atareb dans la région d’Alep, située aujourd’hui dans une de ces zones où les forces belligérantes sont censées observer un cessez-le-feu.

Black out médiatique

Kamaran Najm
DR. twitter

Au moins **22 journalistes syriens et 11 journalistes irakiens sont actuellement retenus otages dans leurs pays respectifs**. Le nombre exact de journalistes locaux en captivité reste difficile à estimer, dans la mesure où les familles et les proches préfèrent parfois ne pas révéler la disparition d’un journaliste de peur de perturber les négociations et de retarder leur libération. Souvent, ce sont les ravisseurs eux-mêmes qui leur imposent le silence. Ce black-out médiatique peut se prolonger plusieurs années. Dans le cas de **Kamaran Najm,** il a fallu attendre plus de trois ans avant que ne soit révélée sa captivité.

Ce photojournaliste irakien reconnu a été blessé et kidnappé, le 12 juin 2014, par le groupe Etat islamique alors qu’il couvrait des affrontements entre Peshmergas kurdes et Daesh dans la région de Kirkouk. Kamaran Najm n’a pas seulement collaboré avec de prestigieux médias internationaux comme *Der Spiegel, Times of London, Vanity Fair, le Washington Post ou NPR.* Il a aussi fondé la première agence de photo irakienne Metrography. Au lendemain de son enlèvement, ses ravisseurs lui ont permis d’appeler un proche pour confirmer son enlèvement et préciser que toute attention des médias sur sa situation pourrait le mettre en danger. Sa famille et ses proches se sont tus pendant trois ans. Les ravisseurs n’ayant jamais repris contact, ils ont décidé de mettre fin au black-out médiatique.

La Syrie, l'usine à otages étrangers

A ce jour et à notre connaissance, **sept journalistes étrangers demeurent otages en Syrie.** Trois d'entre eux subissent ce calvaire depuis maintenant plus de cinq ans. **Austin Tice,** journaliste américain qui collaborait avec le *Washington Post* et *Al Jazeera English* et **Bachar al-Kadumi,** journaliste palestino-jordanien de la chaîne *Al-Hurra* ont disparu courant août 2012 ; le premier dans la banlieue de Damas, le deuxième à Alep. Selon nos informations, Austin Tice n'est pas détenu par un groupe islamiste.

Quelques mois plus tard, en novembre, **John Cantlie** était à son tour enlevé avec son confrère James Foley, qui sera assassiné par Daesh le 19 août 2014. Le reporter britannique n'est plus un otage comme les autres. Instrumentalisé par ses ravisseurs qui l'utilisent comme porte-parole pour leur propagande médiatique, John Cantlie apparaît occasionnellement dans des vidéos scénarisées à la gloire de Daesh, à chaque fois un peu plus amaigri et marqué. Sa dernière apparition, dans les rues de Mossoul, remonte à décembre 2016.

Comme pour les journalistes locaux, le sort des reporters étrangers enlevés demeure quasiment inconnu. L'identité exacte des ravisseurs est même parfois difficile à connaître. Une équipe de *Sky News Arabia*, composée du journaliste mauritanien **Ishak Moctar** et du caméraman libanais **Samir Kassab,** qui était en reportage à Alep, a été portée disparue en octobre 2013. Six mois plus tard, le journal libanais *Al Joumhouria* assurait qu'ils étaient vivants et avaient été déplacés dans la province de Raqqa sans autres précisions. Depuis, plus rien. Un journaliste japonais freelance, **Jumpei Yasuda**, est également otage depuis l'été 2015. A ce jour, la seule et unique preuve de vie est une vidéo enregistrée en mars 2016, le jour de son 42ème anniversaire. Son message ne contenait aucune indication sur ses ravisseurs. Le plus grand flou entoure également l'enlèvement, au tout début de l'année 2017, du photo-journaliste sud-africain indépendant **Shiraaz Mohamed**, qui travaillait pour la Fondation Gift of the Givers. Il a été enlevé avec deux employés de l'ONG par des individus se présentant comme "des représentants de tous les groupes armés en Syrie» pour "régler un malentendu". Les employés ont été libérés. Lui, non et l'ONG et ses proches attendent toujours une preuve de vie.

Austin Tice
© Christy Wilcox / AFP

Bachar al-Kadumi
©Ahmad Gharabli / AFP

John Cantlie
DR. Uffingtonpost.com

Ishak Moctar
DR. Twitter

Samir Kassab
DR. LBCI

Yasura Junpei
© Khalil Mazraawi / AFP

Shiraaz Mohame
© Marco Longari / AFP

6 LES JOURNALISTES **DISPARUS**

Deux journalistes portés disparus au cours de l'année 2017 le sont encore à ce jour. Tous les deux sont originaires du continent asiatique. Seul un journaliste burundais, Jean Bigirimana, a disparu l'an dernier.

Samar Abbas
DR Tribune.com

Samar Abbas est porté disparu depuis le 7 janvier 2017 au Pakistan.
Dans les tous premiers jours de janvier 2017, cinq blogueurs pakistanais ont été enlevés. Après plusieurs semaines de détention, quatre d'entre eux ont été relâchés. **Samar Abbas, lui, n'est jamais réapparu.** Basé à Karachi, le blogueur de 38 ans avait fondé l'Alliance progressive civile du Pakistan, un groupe défendant les droits de l'homme et la liberté de culte, dont les pages web visent à apporter une information indépendante pour contrebalancer le récit officiel des forces de sécurité et des extrémistes religieux. Le 7 janvier 2017, Samar Abbas s'est rendu à Islamabad, la capitale du pays. Sa famille rapporte avoir été en contact ininterrompu avec lui jusqu'à ce jour, après quoi son téléphone portable est resté éteint. Une plainte a été déposée dès le 14 janvier. Depuis, sa femme et ses trois enfants sont sans nouvelle. Malgré les dénégations des autorités, les services de renseignement de l'armée pakistanaise sont pointés du doigt par l'un des blogueurs libérés, aujourd'hui en exil. Les trois autres refusent de donner des détails sur leur lieu de détention.

Utpal Das
DR newagebd.net

Utpal Das est porté disparu depuis le 10 octobre 2017 au Bangladesh.
La mère du journaliste est restée toute la journée du 31 octobre à côté du téléphone, dans l'espoir que son fils l'appelle le jour de son 29e anniversaire. Mais le téléphone n'a jamais sonné et il est resté éteint comme il l'est depuis le 10 octobre, date à laquelle ce grand reporter du portail d'information purboposhchimbd.news, basé à Dhaka, a quitté son bureau, vers 16 heures. Son père a porté plainte le 23 octobre, au lendemain d'une autre plainte portée par son rédacteur en chef. Les investigations n'ont jusque-là rien donné. Le journaliste était spécialisé dans les affaires politiques, et enquêtait notamment sur la Ligue Awani, le parti au pouvoir au Bangladesh. Une centaine de journalistes ont formé une chaîne humaine à Dhaka le 8 novembre dernier, pour dénoncer cet état de fait et en appeler à l'intervention de la Première ministre Sheikh Hasina, relayant par-là les demandes de la famille du journaliste.

RSF considère qu'un **journaliste est porté disparu** lorsqu'il n'y a pas suffisamment d'éléments pour déterminer s'il a été victime d'un homicide ou d'un enlèvement, et qu'aucune revendication crédible n'a été diffusée.

7 LES ACTIONS DE **RSF**

Forbidden Stories, une arme de défense contre la censure

A travers les exactions contre les journalistes c'est le droit à l'information de millions de citoyens qui a encore été sacrifié en 2017. Les problèmes majeurs du monde (corruption, scandales environnementaux, extrémisme violent...) lutte contre l'extrémisme violent, ne peuvent être traités sans le travail essentiel des journalistes. Il est urgent pour les journalistes de pouvoir effectuer leur travail dans un environnement sécurisé et de mettre fin à l'impunité contre les auteurs d'exactions à leur encontre.

C'est dans cet esprit que RSF et Freedom Voices Network ont lancé en novembre dernier **Forbidden Stories**, un projet pour soutenir le journalisme d'investigation et contourner la censure. L'objectif est de sécuriser les données des journalistes dans le but de poursuivre et de publier leurs enquêtes en cas d'homicide ou d'arrestation.

Forbidden Stories propose à chaque journaliste qui se sentirait menacé, de pouvoir sécuriser son travail grâce à des moyens de communication chiffrés. Si un journaliste est menacé et ne peut plus continuer son enquête, les équipes de Forbidden Stories seront en mesure d'accéder à ses informations sensibles, puis de les partager avec un réseau de médias internationaux qui collaborera pour terminer son enquête et la publier le plus largement possible. Le Consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ) est ainsi partenaire du projet.

En protégeant et en continuant le travail de journalistes qui ne peuvent plus enquêter, Forbidden Stories souhaite envoyer un message fort aux ennemis de la liberté de l'information **: "Vous pouvez essayer d'arrêter le messager, vous n'arriverez pas à arrêter le message."**

De la nécessité de renforcer les mécanismes de protection internationaux

2017 a été l'année d'une prise de conscience internationale du besoin de mécanismes concrets pour la protection des journalistes à travers le monde. En novembre, Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a annoncé la création de référents au sein des principaux programmes, agences et missions de l'ONU. Le but : partager des informations sur les cas de journalistes en danger, coordonner et harmoniser les stratégies relatives à leur protection partout dans le monde. Quelques mois auparavant, Ana-Maria Menendez, Haut-conseiller politique du secrétaire général, avait été nommée point focal pour la sécurité des journalistes au sein de son cabinet, afin de faire remonter les cas urgents de journalistes en danger et faciliter une réponse rapide au niveau international - conformément à la demande de RSF et de la coalition #ProtectJournalists.

Cette initiative constitue une première étape importante, dans la mesure où le Plan d'action et les nombreuses résolutions adoptées à l'ONU sur la protection des journalistes et la lutte contre l'impunité étaient jusqu'alors restés lettre morte. Pour aller plus loin, la coalition exhorte sans relâche l'ONU et les Etats membres à la création d'un Représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour la sécurité des journalistes. Doté d'un mandat spécifique, d'une capacité d'agir rapidement, et d'un véritable poids politique pour coordonner les points focaux, il sera à même de confronter les gouvernements à leurs obligations. Plusieurs Etats ont déjà affiché leur soutien à la proposition de RSF, et un groupe d'amis sur la sécurité des journalistes regroupant des Etats membres de l'UNESCO a été créé à New York, Genève et Paris.